

Commerce mondial et libre-échange

Sans règles claires, le commerce mondial sert surtout les multinationales et augmente les inégalités à l'échelle mondiale. La protection de l'environnement et les conditions de travail équitables souffrent du libre-échange sans normes. Les règles du commerce équitable, une concurrence loyale et une production économe en ressources qui protège les employées sont absolument essentielles. Une économie locale et durable crée des emplois à l'échelle régionale, évite des transports inutiles et préserve les ressources naturelles. Afin de rendre ces objectifs compatibles avec le commerce mondial, des taxes de protection peuvent être perçues aux frontières ou des produits écologiquement problématiques tels que l'huile de palme peuvent être retirés des accords de libre-échange. Les humains, les animaux et l'environnement doivent avoir la priorité sur le profit et la croissance économique.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Des normes élevées en matière d'environnement et de droit des animaux, y compris pour les produits agricoles importés
- La production de marchandises et de services commercialisés dans des conditions de travail et avec des salaires équitables
- Pas d'accords commerciaux sans normes contraignantes en matière de protection de l'environnement et de droits humains, assorties de mécanismes de contrôle et de sanctions
- Que les pays du Sud global soient autorisés à protéger certains secteurs économiques particuliers au moyen de tarifs douaniers protecteurs et d'autres mesures sans être sanctionnés
- Des obligations de déclaration renforcées : émissions de CO₂ pour le transport, conditions de production, impact sur l'environnement, etc.
- Une interdiction d'importer des produits animaux, des produits provenant de la forêt tropicale et des produits n'ayant pas été fabriqués selon les standards suisses
- La préférence des produits régionaux sur les biens commerciaux internationaux